



ARRÊTÉ N° C22-12-78

FIXANT LA LISTE DES CANDIDATS ADMIS A CONCOURIR, SUITE A UNE DEMANDE DE REP/RED, AU CONCOURS EXTERNE D'AGENT DE MAÎTRISE TERRITORIAL, SESSION 2022/2023

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Maine et Loire ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 88-547, modifié, du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;

Vu le décret n° 2004-248, modifié, du 18 mars 2004 fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des agents de maîtrise territoriaux ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 2018-153 du 1er mars 2018 modifiant le décret n° 2004-248 du 18 mars 2004 fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des agents de maîtrise territoriaux ;

Vu l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-437 du 16 avril 2020 pris pour l'application des articles 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Considérant les besoins exprimés dans le cadre du recensement effectué auprès des collectivités des départements de Maine et Loire, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée et de la Loire Atlantique ;

Vu la charte régionale des centres de gestion des Pays de Loire relative aux modalités d'exercice des missions communes signée par les Centres de gestion des Pays de Loire et validée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de Maine et Loire ;

Considérant les besoins exprimés dans le cadre du recensement effectué auprès des collectivités affiliées du département du Maine et Loire, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée et de la Loire Atlantique ;

Vu l'arrêté n° C22-07-50 en date du 4 juillet 2022 établi par le Centre de Gestion de Maine et Loire portant ouverture du concours externe et du concours interne d'agent de maîtrise territorial, session 2022/2023 ;

vu l'arrêté n° C22-10-77 en date du 15 décembre 2022 établi par le Centre de gestion de Maine et Loire, fixant les membres du jury du concours externe et du concours interne d'agent de maîtrise territorial, session 2022/2023 Vu l'arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique territoriale ;

ARRETE

Article 1 : Suite aux demandes de reconnaissance de l'expérience professionnelle présentées pour concourir aux concours externe avec épreuves d'agent de maîtrise territorial, session 2022/2023, Madame Elisabeth MARQUET, présidente du Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de Maine et Loire fixe la liste des candidats admis à concourir suite aux décisions favorables émises par la commission :

BAPTISTE	Paul
BELIN	Jérémy
CHASSANITE	Francis
GOUYER	Ludovic
JARROU	Sofian
MALLARD	Sebastien
N'HAMMOUCHA	Mohammed
PERRAULT	Angélique
VU VAN KHA	Pierre

Accusé de réception en préfecture
049-284900024-20221216-C22-12-78-AI
Date de télétransmission : 19/12/2022
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Article 2 : Le présent arrêté, peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Monsieur le Directeur du Centre de Gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet de Maine et Loire.

Fait à Angers le 16 décembre 2022

E. MARQUET
Présidente du Centre de Gestion